

4 – DEBAT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES POUR 2016

Groupe communiste – Aymeric SEASSAU, adjoint au Maire

Madame le Maire, Cher-e-s collègues,

Le contexte dans lequel nous tenons notre Débat d'Orientation Budgétaire est particulièrement difficile et les motifs d'inquiétude et de colère même ne manquent pas.

Ainsi, poursuivant sa politique de réduction des déficits publics de l'État, le Gouvernement a annoncé une nouvelle ponction sur les collectivités territoriales pour 2016.

Une économie de 1,6 milliard d'euros en 2016, en plus des 1,2 milliard devant être réalisé avant la fin de cette année 2015, viendrait s'ajouter à la baisse programmée de 3,7 milliards d'€ chaque année jusqu'en 2017, pour un montant cumulé de 18 milliards d'€, en majeure partie assumé par le seul bloc communal.

Pour la ville de Nantes, cela se traduit par une réduction des dotations de 10,6 millions d'€ en 2015, de 7 millions d'€ en 2016, pour un total cumulé de 25 millions d'€ sur la période 2014/2017.

A cela, s'ajoute la réforme de la Dotation Globale de Fonctionnement qui doit connaître une baisse de 16,8% dans la même période.

Comme les groupes de la majorité municipale l'ont exprimé collectivement cette semaine : poursuivre dans cette voie, c'est conduire les collectivités, notre collectivité, à l'asphyxie budgétaire. C'est remettre en cause le soutien à l'économie locale et à l'emploi, c'est pénaliser les associations, les acteurs de la vie locale, c'est remettre en cause l'emploi public et la qualité du Service Public, le soutien aux populations les plus défavorisées.

Cette ponction des recettes publiques amplifie l'effet ciseaux que connaissent nos villes avec l'évolution plus rapide des dépenses que des recettes de fonctionnement au point que la Cour des Comptes pourtant si prompt à exiger des économies, s'inquiète, dans son rapport d'octobre 2015, de la chute de 12,4 % de l'investissement du bloc communal en 2014, soit une perte sèche de 4,3 milliards d'€ pour le tissu économique local.

Injuste et totalement inefficace, l'orientation libérale assumée du gouvernement est catastrophiques pour la gauche, catastrophique pour nos collectivités, catastrophique pour la vie quotidienne de nos concitoyens.

La croissance reste atone, et la courbe du chômage ne s'inverse pas alors que les cadeaux fiscaux sans contrepartie au patronat ont été considérables à l'exemple du CICE. Pire, le CICE finance aussi les licenciements : hier à la SEITA, aujourd'hui à Air France qui a perçu 66 millions d'€ de CICE en un an et veut supprimer 2000 emplois.

Enfin, et c'est bien le comble, ces politiques sont inefficace à réduire une dette publique qui a connu une croissance de 50 milliards d'euros au cours du premier trimestre de l'année 2015 et frise maintenant les 98 % du Produit Intérieur Brut.

C'est dans ce contexte que nous débattons d'Orientations Budgétaires décisives puisqu'elles vont définir notre stratégie financière pour la durée du mandat.

De ce point de vue, nous nous félicitons que soit réaffirmée notre ambition commune de répondre aux attentes des Nantaises et Nantais, conformément aux engagements pris devant les électeurs.

Ainsi, le Plan Pluriannuel d'Investissement prévoit l'engagement de 356 millions d'€ sur la période 2014/2020, avec l'ambition de répondre aux priorités fixées : l'Éducation, la Petite Enfance, l'Innovation, la Santé, la Culture.

Et, parce qu'il s'agit d'apporter notre contribution concrète à l'avenir de la planète, nous voulons répondre au défi de la Transition Écologique.

Avec 58 millions d'€ d'investissements prévus en 2016, nous participons directement à la croissance, à la création de richesse, la création d'emplois, et par conséquent, à la sortie de crise. Nos investissements ne sont pas cotés en bourses, ils portent en eux les valeurs de gauche dont nous sommes fiers et améliorent directement la vie quotidienne des Nantaise et Nantais, avec de nombreux travaux engagés dans les écoles, dans les médiathèques, sur les terrains de sports.

Parce que la solidarité est une de nos valeurs cardinales, nous poursuivrons également nos politiques de soutien en faveur de nos concitoyennes et concitoyens, en particulier aux plus défavorisés comme en témoigne la restauration du restaurant social Pierre Landais ou des Bains Douches municipaux.

Des éléments de confiance crédibilisent les Orientations Budgétaires proposées. Ainsi, notre ville est peu endettée, avec un stock de dette de 240 millions d'€ et une dette de 826 € par habitant, inférieure de 30% à la moyenne de la strate.

Nous dégageons une Épargne de Gestion de 44,71 millions d'€ qui permet un autofinancement de 51% de nos investissements. Nous voulons stabiliser le stock de la dette, pour autant, les taux d'intérêts très bas et les marges bancaires existantes dans cette période nous permettent le recours à l'emprunt.

Dans un contexte de contraintes budgétaires, ces marges de manœuvre, qui permettent la mise en œuvre de politiques publiques dynamiques, sont le résultat de choix politiques majeurs engagés lors de nos précédents mandats.

C'est dans ce contexte qu'est soumis à notre débat un plan d'économies de 10 millions d'€ pour

l'année 2016.

Conscient des enjeux budgétaires, les élu-e-s du groupe Communiste entendent prendre cette question avec le plus grand sérieux, en pleine responsabilité et avec toute la transparence nécessaire.

Un plan d'économies suppose une expertise aboutie, afin vérifier sa capacité à atteindre les objectifs. En l'occurrence, ce plan a pour objectif de nous permettre de passer le cap de ce mandat.

De ce point de vue, nous exprimons des craintes quand à son succès dès lors que le gouvernement s'obstine à matraquer chaque année un peu plus les collectivités locales.

Comme nous le portons à propos des aides au développement économique, notre responsabilité de la gestion des deniers publics nous incitent naturellement au contrôle et à l'efficacité de l'utilisation des subventions. La commission de réflexion sur les critères d'attribution des subventions mise en place doit poursuivre son travail avec détermination.

Enfin, ensemble, nous affirmons l'exigence d'un service public municipal de haut niveau de qualité, atout du développement, de protection des droits dans cette grave crise sociale et économique. Il suppose des moyens humains et financiers, il suppose des emplois et des postes.

A l'heure où des villes suppriment plusieurs centaines d'emplois, nous restons les adversaires déterminés de celles et ceux qui attaquent le statut de la fonction publique et salissent du même coup les fonctionnaires d'où qu'ils viennent. Nous, nous ne connaissons pas, nous, de postes de fonctionnaires inutiles !

Chacun d'entre nous, dans ses compétences et son domaine d'expérience peut concrètement constater le travail formidable engagé par les agents de la mairie de Nantes et à ce jour aucun élément n'indique la possibilité de réduire le nombre d'agents au regard des politiques publiques

que nous menons.

C'est pourquoi, afin d'être le plus pertinent possible dans nos choix, notre groupe propose la réalisation d'une concertation sur les Services Publics, associant les personnels, leurs organisations syndicales et les groupes politiques.

Pour conclure, comme les groupes de notre majorité l'ont déclaré publiquement, l'efficacité et la justice, c'est un réexamen du plan de réduction des dotations de l'État, c'est l'arrêt des transferts de charges et des mesures normatives, sources d'inflation de la dépense, c'est une réforme fiscale d'ensemble qui encourage la relance par le pouvoir d'achat, l'emploi et les services publics.

Et nous lançons aujourd'hui un appel aux nantaises et aux nantais à s'engager à nos côtés pour y parvenir.

Merci de votre attention